

Opinion

JEAN-LUC FÉMAL
Pascale Seys

Philosophe

■ L'art et la pensée, la littérature et la science, portent haut une question universelle : comment vivre ? Or, sans un soutien institutionnel impartial, les diverses formes d'expression au service de cette question vitale disparaîtraient pour toujours dans l'indifférence du marché.

tre de la culture en tant que bien commun. La culture n'est pas une simple addition de choix individuels : elle relève d'une forme de communion sociale, d'un dialogue collectif. C'est pourquoi accepter par principe de soutenir des œuvres qui ne plaisent pas immédiatement à tous garantit l'ouverture à des voix dissonantes, novatrices, stimulantes. C'est ce principe qui permet à une société de progresser et de ne pas s'enfermer dans une uniformité dictée par la seule logique du marché. Pourquoi l'ensemble des contribuables devrait-il financer un projet qui ne les touchera jamais, questionnait l'auteur de l'article ? En suivant la même logique, pourquoi l'ensemble des contribuables devrait-il financer les soins d'une maladie qui ne les touchera jamais ? Pourquoi, en effet, sinon par solidarité, par souci de la communauté ?

Soutenir la culture par l'unique biais de ressources privées comporte un biais et un risque évidents : celui, d'une part, de devoir être nanti ou bien entouré pour prétendre à créer et, d'autre part, celui de restreindre la création aux seules œuvres qui correspondent aux goûts et aux valeurs de ceux qui les financent, ce qui reviendrait à priver le public de créations soustraites aux flatteries "comme un lierre obscur qui convient un tronc" d'une élite financière. Résister à la courtoisie et aux convictions partisans a été depuis toujours le rôle des avant-gardes : des voix libres, puissantes qui ne craignent pas de questionner le monde et d'éveiller les consciences en pre-

nant le risque de déplaire. Aujourd'hui, de l'autre côté de l'Atlantique, une cour de gangsters voudrait faire taire les voix de Georges Orwell, de John Steinbeck, d'Anne Frank et Harper Lee, avec pour justification le caprice du prince. Est-ce la liberté dont nous rêvons ?

Le diktat de l'arbitraire

Un soutien financier octroyé par une institution publique (alliée au mécénat, pour quoi pas, cela se pratique déjà), serait la seule manière de soustraire la création au diktat de l'arbitraire du goût et d'offrir au public, non pas ce qu'il désire déjà – les algorithmes s'en chargent – mais ce qu'il ne sait pas encore qu'il pourrait aimer. C'est précisément cette capacité à surprendre, à déranger, à élargir les sensibilités qui fait la richesse d'une culture de la découverte vivante.

En nos temps sans boussoles, où les gouvernements semblent plus enclins à financer une économie de guerre qu'à nourrir les âmes, il est urgent de rappeler que l'avenir ne se construit pas dans des usines d'armement ou sur la place des marchés. L'avenir s'invente dans la palpitation des idées et des cœurs, par l'art et par les œuvres qui nous élèvent, qui nous rassemblent, et qui donnent à nos existences un horizon de désir et d'espérance.

Aussi s'agit-il de ne pas nous tromper de combat. C'est armer l'avenir que d'investir dans la culture, dans les arts et dans les sciences. Parce que c'est résolument vouloir croire que la vie est plus intéressante que la guerre.

CES MOTS QUI CADRENT NOTRE IMAGINAIRE
Gérer

■ Nous voici désormais incités à gérer non seulement notre budget ou notre potager mais aussi notre temps, notre stress, nos relations, et jusqu'à nos deuils et nos émotions.

Bernard Delvaux
Sociologue de l'UCLouvain

On ne peut gérer que des biens matériels ou ce qui peut y être assimilé. L'emploi extensif de ce verbe à d'autres domaines, comme dans 'gérer un divorce, une maladie, un échec', etc., est de très mauvaise langue et doit être proscrit." Oui, mais... L'Académie française a beau mettre en garde, rien n'y fait. Nous voulons tout gérer.

Gérer est un verbe conquérant. Il ne cesse de s'adjoindre des compléments d'objet direct. Au fil des siècles, son empire s'est étendu. Au XV^e, il désignait seulement le fait d'administrer quelque chose pour le compte d'autrui, avant d'inclure aussi l'administration pour son propre compte. Désormais, ce verbe colonisateur ne cesse de soumettre de nouvelles contrées.

Les insatiables cousins

Son fils "gestion" s'est en outre acoquiné avec "management", ce cousin d'Amérique. À eux deux, ils ne cessent d'accroître leur emprise sur notre imaginaire, en colonisateurs assoiffés de nouvelles conquêtes.

Dernièrement, ils ont fait main basse sur les émotions. Il est vrai que nous avons trop tendance à cacher celles-ci sous le boisseau, à les considérer moins importantes que l'intelligence, à les assimiler à la faiblesse, à en faire une affaire de femmes. Jusqu'à ce que quelqu'un se mette en tête qu'on pouvait les gérer. Voilà qui devenait intéressant. Les émotions, soudain, pouvaient se révéler utiles. Les gérer devenait même nécessaire.

Gérer est synonyme de maîtrise et d'efficacité ("T'inquiète, Maman, je gère"). Bien gérer, c'est choisir rationnellement les moyens permettant d'atteindre des objectifs. Gérer nos émotions, c'est être placé sous l'emprise de la raison, c'est être capable de les transformer – même quand elles paraissent négatives ou sont assimilées à la faiblesse – en une énergie positive, une force capable de nous aider à surmonter des obstacles.

Qu'opposer à cette idée frappée du sceau de l'évidence ? Précisément qu'utiliser le verbe "gérer" dans cette situation et dans quantité d'autres, c'est vouloir placer celles-ci sous l'emprise d'une forme particulière de raison : la raison instrumentale. Cette raison a pour particularité de chercher, dans toute situation, le meilleur moyen d'atteindre des objectifs. Le risque d'une

telle obsession ? Faire de l'être humain un instrument. Aux mains de lui-même, quand il cherche à se gérer. Ou aux mains d'autrui, quand ceux-ci veulent le gérer.

Contre la raison instrumentale

Si les gestionnaires des ressources humaines – dénomination hautement révélatrice de notre imaginaire – s'intéressent désormais à la gestion des émotions, c'est qu'elle permet au *manager* de contrôler l'expression de ses émotions de façon à gérer plus efficacement ses subalternes. Être capable de gérer ses émotions est ainsi d'abord un atout supplémentaire dans l'exercice d'une relation de pouvoir.

Le fait que nous n'éprouvions plus aucun scrupule à dire que nous gérons nos émotions, nos conflits, notre stress, nos relations, notre temps, notre divorce, notre cancer et jusqu'à notre mort n'est pas seulement, ni même d'abord, un mauvais usage de la langue. C'est le révélateur d'un imaginaire qui nous habite et le vecteur de sa persistance. Nous libérer d'une telle habitude contribuerait (un peu) à nous libérer de cet imaginaire qui nous incite à nous auto-instrumentaliser ou à instrumentaliser les autres.

Comme le dit si bien Jean-François Chanlat en 2003 dans la revue *Travailler*, les écrits sur la gestion des émotions véhiculent une culture américaine "généralement définie par un ensemble de traits : un fort désir de gagner et d'être un gagnant, une pensée très instrumentale et pratique, une tendance à évacuer une vision conflictuelle du social, un fort sentiment religieux, un esprit positif, un enthousiasme débordant, une espérance dans la chance de chacun, un optimisme envers le futur, un positivisme scientifique, une obsession de la quantité, du nombre, une certaine insularité".

Si nous ne voulons pas nous conformer à cet imaginaire que véhicule le verbe "gérer", comment signifier autrement notre volonté de ne pas subir nos émotions, notre stress ou notre mort ? Peut-être simplement en disant que nous voulons les vivre. Au contraire de "gérer", ce verbe ouvre le champ des possibles et ne nous enferme pas d'emblée dans le cadre d'un imaginaire utilitariste réduisant l'humain à un ensemble de mécanismes qu'il faut à tout prix... gérer.